



PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Direction des Collectivités  
Locales

Perpignan, le 21 décembre 2010

Bureau de l'Urbanisme, du Foncier et des  
Installations classées  
Dossier suivi par : Cathy SAFONT  
Tél : 04.68.51.68.66  
Fax : 04.68.35.56.84  
Mél : catherine.safont@pyrenees-  
orientales.pref.gouv.fr

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE n° 2010355-0001**

**Mettant en demeure la société ISOCAB France de mettre en conformité son usine de fabrication de panneaux isolants située Espace Polygone, rue Panhard Levassor à Perpignan**

### **LE PREFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES**

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 2009-096-03 DU 06 AVRIL 2009 autorisant la société ISOCAB France à exploiter une usine de fabrication de panneaux isolants située Espace Polygone, rue Panhard Levassor à Perpignan ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées du 22 novembre 2010 concernant la visite d'inspection du 18 novembre 2010 ;

CONSIDERANT qu'au cours d'une visite d'inspection il a été constaté que l'exploitant ne respecte pas les prescriptions de son arrêté d'autorisation ;

CONSIDERANT que lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance la société ISOCAB France le 24 novembre 2010 ;

Vu les observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure du 1er décembre 2010 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture ;

## **A R R E T E :**

### **ARTICLE 1 : OBJET DE L'ARRETE**

La société ISOCAB France dont le siège social est situé Zone Industrielle de Petite-Synthe, avenue de la Gironde 59640 Dunkerque, pour son usine de fabrication de panneaux isolants située Espace Polygone, rue Panhard Levassor à Perpignan, est mise en demeure de respecter l'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 06 avril 2009 susvisé et notamment de corriger les écarts relevés dans la fiche de constat annexée au présent arrêté dans les délais ci-après comptés à partir de la date de notification du présent arrêté :

- 3 mois : pour les écarts n° 1, 2, 5, 6, 7, 8, 9, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19,
- 6 mois : pour les écarts n° 3, 4, 10, 11.

### **ARTICLE 2 : JUSTIFICATIFS DE MISE EN CONFORMITE**

La société ISOCAB France doit fournir, **dans le même délai de 3 mois**, un mémoire relatif à la mise en place des actions correctives. Ce document comprendra notamment la fiche de constat annexée au présent arrêté dûment renseignée (colonne réservée à la réponse de l'exploitant) et les différents justificatifs nécessaires.

### **ARTICLE 3 : SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET PENALES**

Dans le cas où les prescriptions définies par le présent arrêté ne seraient pas respectées et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues notamment à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement.

### **ARTICLE 4 : CONTENTIEUX**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de MONTPELLIER, conformément aux dispositions de l'article L.514.6 du Code de l'Environnement :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage des dits actes.

### **ARTICLE 5 : INFORMATION DES TIERS**

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire par la voie administrative et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Pyrénées-Orientales.

Ampliation en sera adressée à :

- M. le Maire de la commune de PERPIGNAN ;
- Mme la Directrice Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement ;
- M. l'Ingénieur Subdivisionnaire de la DREAL à PERPIGNAN ;

chargés, chacun en ce qui le (la) concerne, de son exécution.

A PERPIGNAN, le

**21 DÉC 2010**

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,

  
Jean-Marie NICOLAS

## **Annexe à l'arrêté de mise en demeure**

### **fiche de constat d'écarts**

Inspection réalisée le 18 novembre 2010

Exploitant : ISOCAB France

Lieu de l'intervention : Espace Polygone, rue Panhard Levassor à Perpignan

N°	Constatations de l'inspecteur	Réponses de l'exploitant
E1	La société ISOCAB France doit faire réaliser, par un organisme extérieur compétent et indépendant, la vérification systématique et exhaustive du respect point par point des prescriptions de l'arrêté d'autorisation, conformément à l'article 9.4.2 de l'arrêté d'autorisation du 6 avril 2009. Les non-conformités et écarts qui ressortent de cet audit doivent être corrigés sans délai.	
E2	La société ISOCAB France doit réaliser annuellement un bilan environnemental comportant au minimum les éléments prévus à l'article 9.4.1.	
E3	La société ISOCAB France doit établir les consignes d'exploitation conformément à l'article 2.1.2 et lister les consignes dans un document qui doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.	
E4	La société ISOCAB France doit respecter les articles 2.3.1 et 2.3.2 de l'arrêté d'autorisation et en particulier maintenir propre en permanence les abords de son installation. Tous les déchets éparpillés sur le site doivent être immédiatement ramassés. Les stockages des déchets pouvant s'envoler doivent être confinés dans des réceptacles fermés. Le chargement des panneaux doit être organisé dans des zones abritées.	
E5	La société ISOCAB France doit mettre en place les dispositions nécessaires afin de respecter les valeurs limites définies à l'article 3.2.4 de l'arrêté d'autorisation. Le cas échéant ISOCAB France doit justifier les paramètres de rejet sur la base des meilleures technologies existantes et demander une modification des valeurs fixées conformément au 4 <sup>ème</sup> alinéa de l'article 3.2.4.2.	
E6	La mesure des rejets atmosphériques doit porter sur l'ensemble des polluants mentionnés à l'article 3.2.4, y compris les composés organiques volatils à phrase de risque. Pour les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, l'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence de ces polluants dans les rejets	
E7	Tous les déchets accumulés et stockés depuis plus de trois mois doivent être évacués conformément au titre 10 et aux articles 5.1.3 et 5.1.4. Les informations relatives à l'élimination doivent être consignées sur le registre prévu à cet effet.	
E8	La société ISOCAB France doit respecter les conditions et modalités d'entreposage des déchets définies à l'article 5.1.3 de l'arrêté d'autorisation.	
E9	Conformément à l'article 7.3.3 de l'arrêté d'autorisation la société ISOCAB France doit conserver une trace écrite des mesures correctives prises suite à la réalisation de la vérification des installations électriques. A cet effet la colonne « suite données aux observations » du rapport APAVE pourrait utilement être complétée.	
E10	La société ISOCAB France doit mettre ses installations en conformité avec l'article 7.3.4 de l'arrêté d'autorisation concernant la protection des installations contre la foudre.	
E11	La société ISOCAB France doit établir la liste des facteurs importants pour la sécurité et mettre en place les modalités de gestion de ces paramètres et de surveillance des installations conformément au titre 7.5 de l'arrêté d'autorisation.	
E12	La société ISOCAB France doit mettre en conformité tous les stockages de liquide susceptibles de créer une pollution, avec l'article 7.6.3 et le titre 10 de l'arrêté d'autorisation.	

E13	La liste des consignes de sécurité prévues à l'article 7.7.5 doit être établie et tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.	
E14	Le dossier de sécurité prévu à l'article 8.1.8 de l'arrêté d'autorisation et concernant les installations mettant en œuvre le diisocyanate de diphenylméthane doit être constitué.	
E15	La société ISOCAB France doit pouvoir justifier que les vérifications du fonctionnement du détecteur de fuite permettant de contrôler l'étanchéité de la double paroi du réservoir de pentane prévues à l'article 8.2.1 sont réalisées au minimum une fois par an. Ces opérations de vérification doivent être en particulier enregistrées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.	
E16	La société ISOCAB France doit revoir son plan de gestion de solvants prévu à l'article 9.2.2 de l'arrêté d'autorisation en justifiant les valeurs utilisées	
E17	La société ISOCAB France doit respecter les distances fixées à l'article 8.3.1 de l'arrêté d'autorisation et concernant les stockages des panneaux isolants à base de mousse polyuréthane, à savoir : au moins 15 mètres des limites de propriété et au moins 5 mètres des bâtiments	
E18	Les fuites sur les pompes situées dans les cuvettes de rétention doivent être réparées.	
E19	Les cuvettes de rétention et les aires de déchargement doivent être propres, en particulier les chiffons souillés et résidus présents au niveau de l'aire de dépotage de l'isocyanate doivent être évacués et la zone nettoyées.	